



MADARIAGA
COLLEGE OF EUROPE
CENTRE

L'imbroglio du Brexit comme levier pour un noyau dur européen

Par Pierre Defraigne

Directeur exécutif du Centre Madariaga – Collège d'Europe

Directeur Général honoraire à la Commission Européenne

pdefraigne@madariaga.org
pierre.defraigne@coleurope.eu

Le Brexit affaiblit doublement l'Europe. Il l'ampute d'un Etat important et il ouvre un doute fondamental sur la cohésion future c'est-à-dire l'existence même de l'UE, devenue du même coup le continent malade du monde. La seule parade au Brexit est de compenser la perte de poids économique et démographique de l'Europe, par un surcroît d'unité politique, condition du retour de la croissance et d'accès à la capacité stratégique en Europe. Le pari est difficile. Il est jouable. Affaire de leadership politique, en offre rare ces temps-ci. Mais le poids des enjeux européens dans la vie nationale de nos Etats, est désormais tel que les partis ne peuvent éviter d'en faire le cœur des débats électoraux internes et de rendre la parole aux citoyens sur le projet européen. Il faut tout à la fois européeniser les scrutins nationaux et dénationaliser le scrutin européen. Reprenons le fil des évènements et des développements à venir.

N'est-il pas en définitive plutôt logique que le pays dont les élites-Thatcher d'abord et Blair ensuite-se sont fait depuis bientôt 40 ans les chantres de la réponse néolibérale à la globalisation, tellement dure pour la classe moyenne britannique, et ceux de la priorité au consensus des Etats dans la conduite de l'Europe, et qui n'ont eu de cesse d'empêcher celle-ci d'exercer une fonction protectrice pour les Européens, soit aussi celui où les citoyens prennent l'UE pour cible de leur révolte contre l'establishment ? Quelle humiliation d'abord pour tous les donneurs de leçons anglo-saxons et assimilés, qui nous rabattent les oreilles depuis trois décennies, avec les mérites de la dérégulation, des privatisations et du libre-échange sans solidarité européenne et sans politiques industrielles effectives d'accompagnement ! Cela étant, que les partisans du *Leave* se soient méchamment tiré une balle dans le pied, n'est pas non plus douteux. Les voilà en effet, alliance improbable des contraires, souverainistes conservateurs d'un côté, et classe ouvrière excédée par l'immigration de l'autre, opposés sur tout et complètement pris au dépourvu par leur victoire. Quelle dérision pour la Grande-Bretagne qui a ainsi galvaudé sa vieille démocratie parlementaire dans un referendum dominé par l'irrationalité et l'outrance ! Quel affaiblissement économique et politique aussi ! Une économie soumise à un choc sévère d'incertitude qui coutera une note salée en investissements et en emplois. La City exposée à l'hémorragie des emplois et des firmes vers Francfort et Paris. Une perte de statut international avec une diplomatie prise en étau entre Washington et Bruxelles et donc plus que jamais contrainte à jouer les '*butler*' de l'hôte de la Maison blanche. Une armée de métier à supporter seule avec des moyens budgétaires réduits. Une obligation de monnayer ses votes de Membre permanent au Conseil d Sécurité, au mépris de ses valeurs. Jamais on n'a vu un pays se faire ainsi son principal ennemi. Quelle irresponsabilité de la part de ces deux tenants de la génération 'post-tragique'- Johnson et Cameron- qui ont pris leur pays et l'Europe en otage de leur rivalité,

Vraiment le 23 juin 2016 aura été pour les Britanniques une ‘journée des dupes’ ; D’où la tentation d’abord de gagner du temps et ensuite de négocier un accès avantageux au marché unique contre des contributions financières réduites et des quotas restreints de réfugiés. Il est vrai que la double négociation de sortie de l’UE et d’attribution d’un statut d’association, est juridiquement séparée. Mais politiquement, elle sera unitaire de sorte qu’elle va se prêter à toutes les manœuvres dilatoires possibles. Le Brexit s’apparente en effet plus à la séparation de deux frères siamois qu’à une simple amputation : les législations nationales et européennes sont tellement imbriquées que les débrouiller s’avère déjà une tâche dantesque. Mission impossible juge Pascal Lamy qui du coup questionne la faisabilité même du Brexit.

Bien entendu, il y a ici un piège qu’il faut déjouer d’entrée de jeu. Il faut profiter de ce que le Royaume-Uni est pour le moment confiné dans le ‘parvis des gentils’ pour que les six pays fondateurs, autour du couple franco-allemand, forcent une avancée décisive pour un noyau dur constitué à partir de l’eurozone dans deux politiques régaliennes de caractère naturellement européen : la défense et la monnaie, et ceci à travers un budget pour l’eurozone, financé par un impôt européen voté par le Parlement européen.

Ce paquet ferait franchir à l’Europe un seuil critique d’intégration, en exploitant le socle existant qui resterait commun aux 27. Il n’est en effet pas besoin de réinventer la roue pour réinventer l’Europe. Avec une défense commune – au sein de l’OTAN-et la monnaie, l’Europe assurerait une communauté de destin à ses citoyens face aux transformations d’un monde multipolaire dans lequel elle aurait toute sa place. La monnaie n’est en effet pas viable à terme sans un rééquilibrage et un renforcement de sa gouvernance et la défense reste dispersée, coûteuse et largement inefficace, dans les mains de l’Otan ou de pays qui continuent à se revendiquer d’une neutralité factice. L’Europe doit se faire une raison : l’euro à la mode allemande crée plus de divergence entre Etats de l’eurozone que de croissance pour l’ensemble. Il est urgent de faire un deal franco-allemand sur cet échange fondateur : budget de l’euro contre défense commune.

Ce paquet serait soumis à l’électeur dans les prochains scrutins nationaux et au prochain scrutin européen. La Grande-Bretagne serait invitée à rejoindre ce noyau pour autant que la catharsis du Brexit ait radicalement permis entretemps une maturité plus grande de la presse et de l’opinion britanniques. Si l’on va vite, elle n’aura pas eu le temps de sortir.